

Grand-Bas-Armagnac : les agriculteurs - essentiels - pour « Gers autrement »

Sans oublier les autres entrepreneurs et le tourisme



Grand-Bas-Armagnac : les agriculteurs - essentiels - pour « Gers autrement »

Le Gers étant un département essentiellement agricole, on est curieux de sonder les intentions, dans ce domaine, des candidats Vincent Gouanelle, connu pour son apologie du « bon sans paysan », et Isabelle Tintané (Gers Autrement), s'ils sont réélus en qualité de conseillers départementaux du canton Grand-Bas-Armagnac.

Le Journal du Gers a donc rencontré les candidats et leurs remplaçants (Quitterie Spoerry et Éric Artigole) chez Mathieu Tartas, exploitant agricole à Mormès. Mathieu Tartas, qui exploite 145 ha (dont 25 de vigne et le reste en céréales), a la particularité d'être le président des Jeunes agriculteurs du canton. Ci-dessous, le compte rendu de cet entretien auquel toutes les personnes susnommées ont participé activement.

L'agriculture, pilier - en crise - de l'économie du Gers

L'agriculture géroise a subi de grandes crises avec la grippe aviaire et aussi avec le covid-19 qui a arrêté les commandes de denrées et de vins. Et le vignoble a subi le gel (à 80 % chez Mathieu Tartas). D'où :

la trésorerie mise à mal, surtout pour les exploitants qui font de la vente directe (ceux qui vendent aux coopératives sont moins touchés),

le risque « étranger » : les Français peuvent être tentés de se tourner vers des produits d'importation (foie gras de Roumanie, Hongrie, Bulgarie etc.).

En 1990, il y avait, dans le Gers, 12 000 exploitants agricoles, ils sont aujourd'hui 4 000. Si l'on ne veut pas acheter notre nourriture à l'étranger, si l'on veut éviter que la campagne se désertifie et devienne une jungle impropre au tourisme et en proie à des incendies sporadiques, il faut comprendre et aider les agriculteurs.

Redresser l'image du paysan

Et d'abord créer une communication dynamique sur l'image du paysan et son rôle irremplaçable. Le paysan est de plus en plus méconnu par les citoyens, il faut redresser son image. Et faire avancer le territoire, plus qu'une idéologie, en prenant des mesures concrètes.



De gauche à droite: Quitterie Spoerry, Isabelle Tintané, Éric Artigole, Vincent Gouanelle et Mathieu Tartas

Quelles mesures politiques mettre en œuvre ?

C'est là qu'apparaît le « bon sens paysan » et le pragmatisme. Les candidats proposent d'adapter au Gers des mesures qui font leurs preuves actuellement dans les départements voisins (Landes, Aveyron, notamment).

Théoriquement, du fait que la loi NOTRe de 2015 a retiré aux départements la compétence économique, ils ne peuvent pas intervenir. **Mais plusieurs départements voisins ont conclu une convention avec leur Région pour pouvoir le faire.** Et c'est ce que veulent aussi faire les candidats de Gers Autrement. En adaptant au Gers certaines des mesures prises par les voisins. Ils estiment nécessaires les mesures suivantes :

aider à l'installation de jeunes agriculteurs et les aider aux démarches pour construire leur habitation (qu'il y ait une carte communale, un PLU ou non), ceci dans une ambiance où l'État restreint les possibilités,

aider rapidement les exploitants (et toutes les personnes) en difficulté et « aller plus loin » pour mieux compléter l'aide aux exploitants touchés par la grippe aviaire (prise en charge des analyses biologiques – 600 euros chacune) et les viticulteurs touchés par le gel (96 000 euros « seulement » ont été donnés pour tout le vignoble du Gers),

créer une plateforme Internet où les cantines puissent faire des appels d'offres et où les producteurs proposent leurs produits en vente directe, ce qui facilitera les transactions.

Pour ce type de mesures, le Conseil départemental est un courroie de transmission vers les ministères compétents : « c'est le travail que nous avons fait depuis 6 ans ».

L'agriculture biologique

Les candidats veulent que l'on évite d'opposer agriculture bio et agriculture classique : « elles sont complémentaires et il y a de la place pour tous, grands et petits exploitants ».

Bien entendu, les candidats veulent aussi aider les autres branches de l'économie et, en particulier, le tourisme.



Les mêmes, dans la maison de Mathieu Tartas

L'irrigation

Mathieu Tartas intervient pour affirmer que sur la question de l'irrigation, il y a toujours eu concertation entre les parties prenantes. Le problème n'est donc pas dans une absence de concertation. Mais dans le fait que ce problème est mal posé : puisque les prélèvements dans la nappe phréatique et dans l'eau potable posent problème, il y a une solution : récupérer 1 % de l'eau de pluie. **Cela suffirait pour couvrir les besoins d'irrigation !** Pour cela il faut des retenues collinaires, qu'il est actuellement impossible de construire. Il faut des années d'études hors de prix et il y a toujours des recours.

Des chiffres parlants sont cités : l'Espagne, pays réputé sec, irrigue 60 % de sa surface agricole utile (SAU), contre 5,8 % en France (pour 15 % des exploitations). Mais en Murcie, par exemple, toute la SAU est irriguée par 3 méthodes : eau de pluie, eau de dessalage et eau assainie.

Le budget « participatif »

Par ailleurs, les candidats sont sceptiques sur le mode d'attribution du million d'euros du budget participatif, car « il crée des frustrations ». Ils préfèrent qu'une somme soit attribuée à chaque canton : aux élus, associés aux associations, de décider de l'attribution des fonds.



Dans la propriété de Mathieu Tartas